

Le NCAG : le tournant technocratique de Gaza dans la gestion du gÃ©nocide

Description

Par Yara Hawari, le 26 janvier 2026

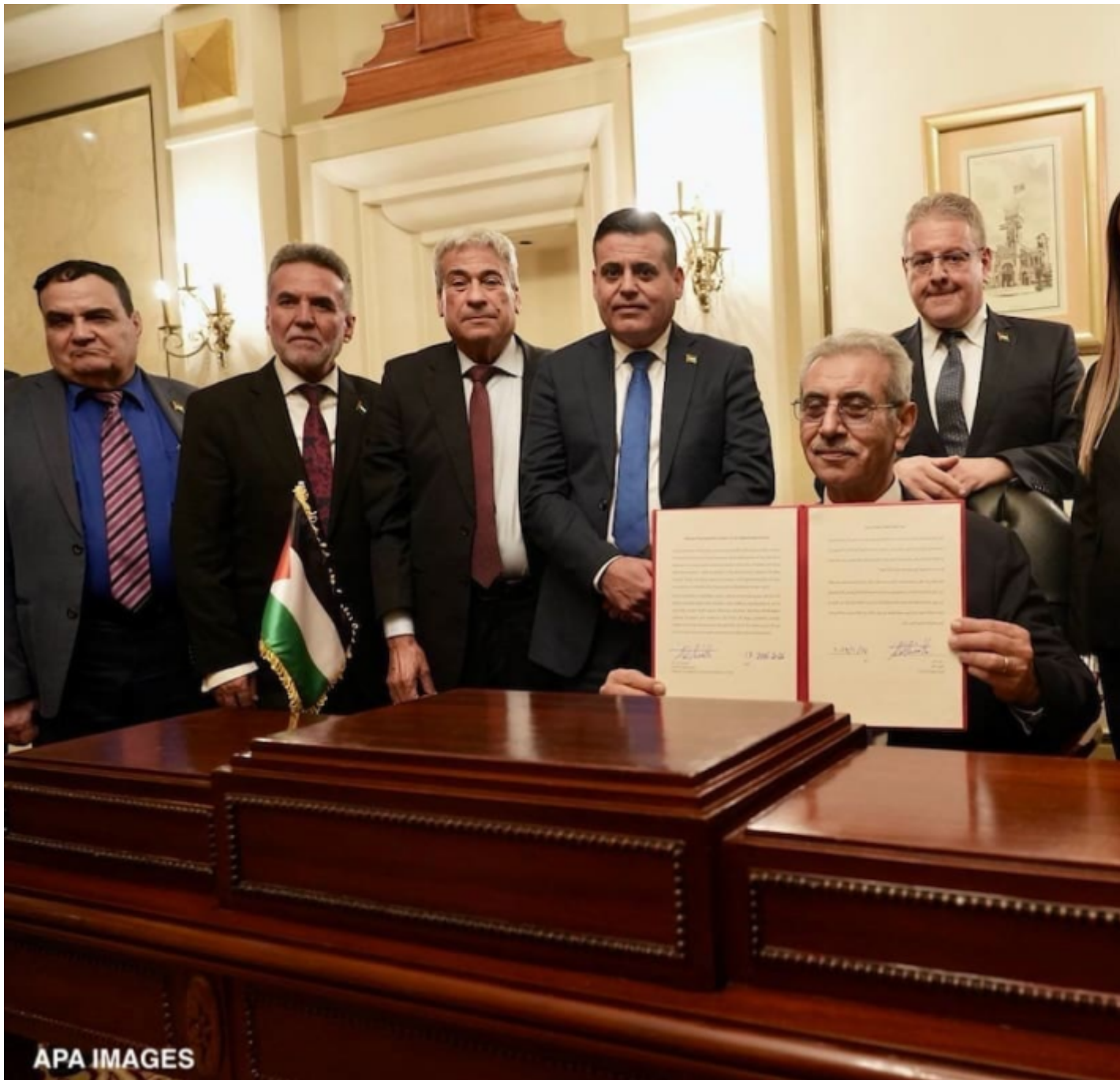


Image : APA

Introduction

L'annonce de la création du Comité national pour l'administration de Gaza (*National Committee for the Administration of Gaza*, ou *NCAG*), un organe technocratique composé de quinze membres et présidé par Ali Shaath, consacre le tournant vers une gouvernance d'appoint à Gaza, alors même que le génocide se poursuit. Ali Shaath, ingénieur civil palestinien et ancien vice-ministre de la Planification et de la Coopération internationale, est appelé à diriger une structure gouvernementale provisoire dont la mission est de gérer la reconstruction et la fourniture de

services sous contrôle extérieur. Tout en se présentant comme une structure gouvernementale technocratique neutre, le NCAG est plus susceptible de fonctionner comme un appareil administratif qui stabilise les conditions qui permettent le génocide plutôt que de les remettre en question.

Cette note d'orientation défend l'idée que la gouvernance technocratique à Gaza, en particulier sous la tutelle des États-Unis, compte tenu de leur rôle de co-auteur du génocide, ne doit pas être considérée comme une voie vers la reconstruction ou la souveraineté, mais plutôt comme un élément d'une stratégie plus large de gestion du génocide.

Le tournant technocratique

Le NCAG a été créé sous la supervision du Conseil de paix (BoP) du président américain Donald Trump dans le cadre de la deuxième phase de l'accord de cessez-le-feu, que le régime israélien a violé à plusieurs reprises. La composition et le mandat du BoP restent flous, malgré son approbation par la [résolution 2803 du Conseil de sécurité des Nations unies](#) en tant qu'organe principal chargé de superviser la reconstruction et l'administration provisoire à Gaza. Pourtant, selon son [projet de charte](#) distribué aux États membres potentiels, Trump, en tant que président du BoP, se voit accorder des pouvoirs étendus pour terminer la composition du BoP, contrôler ses organes subsidiaires et exercer une influence décisive sur la politique stratégique et sa mise en œuvre.

Ce qui frappe le plus dans le plan de Trump pour Gaza, c'est l'absence totale de discussion sur la souveraineté palestinienne.

Le plus frappant dans le plan de Trump pour Gaza est l'absence totale de discussion sur la souveraineté palestinienne. En effet, les Palestiniens ont été exclus de toute prise de décision significative, privant ainsi la population de Gaza de toute influence politique et la soumettant une fois de plus à un contrôle colonial extérieur.

La composition du NCAG illustre la manière dont l'administration technocratique se met en place dans la pratique. Le comité s'est réuni [pour la première fois](#) le 15 janvier au Caire. Ses quinze membres palestiniens sont tous originaires de Gaza et la plupart sont affiliés ou proches de l'Autorité palestinienne (AP) en Cisjordanie. [Leur expertise](#) couvre les domaines des infrastructures, des finances, des télécommunications et de la gestion des déchets. Il est à noter qu'il n'y a qu'une seule femme au sein du comité, Hana al-Tarazi, chargée du portefeuille des affaires sociales.

Le président du comité, Shaath, est un ingénieur originaire de Khan Younis qui a occupé divers postes au sein de l'Autorité palestinienne et joué un rôle de premier plan dans le développement des zones industrielles palestiniennes. Dans la [première interview](#) qui a suivi sa nomination, accordée à une station de radio appartenant à l'homme d'affaires palestinien [Bashar al Masri](#), Shaath a souligné à plusieurs reprises que le NCAG ne jouerait aucun rôle politique dans la gouvernance de Gaza. Il a renvoyé les questions relatives aux accords de cessez-le-feu et aux limitations territoriales y compris l'extension de la « ligne jaune », que les autorités israéliennes considéraient comme la [nouvelle frontière de facto de Gaza](#) au BoP de Trump. Il est également resté délibérément vague sur le financement du comité, citant les États arabes comme potentiels bailleurs de fonds, et s'est montré particulièrement évasif lorsqu'on lui a posé des questions sur les salaires des membres du comité.

Ali Shaath a évoqué la nécessité pour les Palestiniens de s'unir sous « un seul système, une seule loi et un seul président », signalant le retour de l'Autorité palestinienne à la tête de Gaza et l'extension du régime autoritaire du président Mahmoud Abbas.

Dans la même interview, Shaath a évoqué la nécessité pour les Palestiniens de s'unir sous « un seul système, une seule loi et un seul président ». Plus tard, lors de la signature du BoP à Davos, Shaath a [révisé cette formulation](#) pour la remplacer par « une seule loi, une seule autorité, une seule arme », une formulation qui est apparue mot pour mot dans la présentation de Jared Kushner expliquant la démilitarisation du Hamas et le rôle du NCAG dans l'autorisation de toutes les armes à Gaza. Cette formulation indique clairement le retour de l'Autorité palestinienne à la gouvernance de Gaza et l'extension du régime autoritaire du président Mahmoud Abbas. La nomination de Sami Nasman au poste de ministre de la Sécurité intérieure, apparemment sur [insistance](#) de la faction de Mohammed Dahlan au sein du Fatah, souligne encore davantage l'alignement politique du NCAG. Ancien responsable des services de renseignement de l'Autorité palestinienne et opposant de longue date au Hamas, Nasman a été accusé dans [les médias](#) d'avoir collaboré avec les forces israéliennes pendant le génocide.

La dépolitisation comme politique

Gaza a un [besoin urgent](#) d'aide humanitaire, de relèvement et de reconstruction dont certains aspects pourraient être facilités par le NCAG. Mais elle a également besoin d'une solution politique qui mette fin au [génocide](#), au siège et à l'occupation. Sans solution politique, le NCAG fera office de dispositif de [gestion du génocide](#), et d'instrument politique qui renforce les conditions mêmes qui l'ont rendu possible.

La création du Comité national pour l'administration de Gaza s'inscrit dans le cadre d'une stratégie d'libération des États-Unis qui vise à dépolitiser la lutte palestinienne.

En effet, la création du NCAG s'inscrit dans une stratégie d'libération des États-Unis visant à dépolitiser la lutte palestinienne. Elle crée l'illusion d'une participation palestinienne tout en fonctionnant selon le BoP de Trump, érodant dans les faits la capacité d'action politique des Palestiniens. Dans la pratique, le NCAG est appelé à jouer un rôle similaire à celui de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie : un prestataire de services opérant sous contrat colonial. Cet arrangement reporte en fait indéfiniment toute résolution politique. Pire encore, en favorisant une gouvernance technocratique au détriment de la justice, de l'autodétermination et de la responsabilité, cet arrangement maintient les conditions structurelles qui permettent le génocide. En fin de compte, traiter la gouvernance et la reconstruction de Gaza comme de simples défis techniques nécessitant une expertise technocratique masque le génocide en cours et facilite [l'évasion de la responsabilité](#) qui en découle.

Refuser le contrat colonial

La société civile palestinienne, les mouvements qui s'organisent depuis les bases, les organisations politiques et les acteurs de la solidarité internationale doivent rejeter les cadres d'politisation qui fonctionnent en l'absence de cessez-le-feu immédiat et permanent. Ils doivent également faire pression pour obtenir des garanties exécutoires contre de nouvelles attaques

militaires et pour que les responsables du génocide soient tenus de rendre des comptes. Ils doivent insister pour que les accords de reconstruction et de gouvernance soient fondés sur l'action politique palestinienne et la prise de décision collective plutôt que sur la neutralité technocratique imposée sous le contrôle colonial extérieur. Le plan [Phoenix pour Gaza](#), un plan de reconstruction élaboré par des experts palestiniens à Gaza et en Cisjordanie, en est un exemple.

En outre, les dispositifs de sécurité qui privilégient le maintien de l'ordre intérieur parmi la population palestinienne, au détriment de la protection des civils et du processus collectif de reconstruction et de guérison, doivent être examinés de près et contestés. Enfin, l'engagement international envers Gaza doit rejeter les paradigmes de « stabilisation » et insister sur le démantèlement des structures qui permettent le génocide, le siège et l'occupation.

Yara Hawarie est Codirectrice d'Al-Shabaka, réseau politique palestinien

Traduction : JC pour l'Agence Média Palestine

Source : [Al-Shabaka](#)

date créée
2026/01/27